

Convention collective

IDCC : **9061 | EXPLOITATIONS AGRICOLES**

(Alpes-Maritimes)

(20 décembre 1988)

(Étendue par arrêté du 12 juin 1989,

Journal officiel du 22 juin 1989)

Avenant n° 58 du 20 février 2020

NOR : AGRS2097067M

IDCC : 9061

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles des Alpes-Maritimes FDSEA 06,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Syndicat général agroalimentaire CFDT Côte d'Azur SGA CFDT ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles SNCEA CFE-CGC ;

Confédération française des travailleurs chrétiens CFTC-Agri ;

Force ouvrière FGTA FO,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

L'avenant 57 a pour objet la révision des montants horaires des salaires des ouvriers et employés, des techniciens et des agents de maîtrise, des cadres des exploitations et entreprises agricoles des Alpes-Maritimes, en application des grilles de classification des emplois définies à l'avenant 54 du 3 novembre 2017 (articles 4.5, 10.3 et 10.4) et des articles visant à la détermination de la rémunération (articles 6.1 et 10.6). Cet avenant annule et remplace l'avenant 56 du 16 avril 2019.

Le présent avenant ne comprend pas d'article relatif à des dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés. En effet, la branche de la production agricole comprenant très majoritairement des structures de moins de 50 salariés, les dispositions retenues tiennent déjà compte des spécificités de ces entreprises et ainsi répondent à l'obligation issue de l'article L. 2261-23-1 du code du travail.

Article 1^{er} | *Augmentation des montants horaires des salaires (articles 6.1 et 10.6, annexe 3)*

Les grilles des salaires déterminent des montants horaires minima pour chaque niveau et échelon de classification. Chaque montant horaire constitue le seuil en dessous duquel aucun salarié ne peut être rémunéré, pour une qualification donnée.

Il est rappelé le principe d'égalité de traitement entre salariés placés dans les mêmes conditions d'emploi et le principe d'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes.

À l'issue des négociations, il a été convenu que les grilles des salaires seraient les suivantes :

| Ouvriers et employés | N1 E1 | N1 E2 | N2 E1 | N2 E2 | N3 E1 | N3 E2 | N4 E1 | N4 E2 |
|---|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Montant horaire en euros | 10,30 | 10,60 | 10,75 | 10,90 | 11,05 | 11,20 | 11,35 | 11,70 |
| Montant mensuel en euros (base 151,67 heures) | 1 562,20 | 1 607,70 | 1 630,45 | 1 653,20 | 1 675,95 | 1 698,70 | 1 721,45 | 1 774,54 |

| TAM | T N1 E1 | T N1 E2 | T N2 |
|--------------------------|---------|---------|-------|
| Montant horaire en euros | 13,20 | 14,20 | 15,40 |

| Cadres | C N1 E1 | C N1 E2 | C N2 |
|--------------------------|---------|---------|-------|
| Montant horaire en euros | 20,81 | 26,60 | 30,35 |

Ces grilles des salaires à jour figurent en annexe 3 de la convention collective.

Article 2 | *Extension et application*

Une fois le délai d'opposition expiré et à condition qu'il n'y ait pas d'opposition majoritaire, les parties signataires demandent l'extension du présent avenant à toutes les exploitations et entreprises agricoles, entrant dans son champ d'application.

L'avenant sera applicable à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Nice, le 20 février 2020.

(Suivent les signatures.)